

Extrait du Mémoire des luttes

<http://www.medelu.org>

Chronique - septembre 2009

Mafias pharmaceutiques

par Ignacio Ramonet

- Chroniques du mois -

Date de mise en ligne : mardi 1er septembre 2009

Mémoire des luttes

Très peu de médias en ont parlé. L'opinion publique n'a pas été alertée. Et pourtant, les inquiétantes conclusions du *Rapport Final* [1] rendu public par la Commission européenne le 8 juillet dernier sur les atteintes aux principes de la concurrence dans le domaine pharmaceutique méritent d'être connues des citoyens et largement diffusées.

Que dit le *Rapport* ? En résumé : que, en matière de commercialisation des médicaments, la concurrence fonctionne mal, et que les grands groupes pharmaceutiques internationaux ont recours à toutes sortes d'arguties et de tripatouillages pour empêcher autant que possible l'arrivée sur le marché européen de remèdes plus efficaces et surtout pour disqualifier les médicaments génériques beaucoup moins chers.

Conséquence : le retard du consommateur à accéder aux génériques se traduit par d'importantes pertes financières pour les patients eux-mêmes mais également pour les systèmes de Sécurité sociale à la charge des États (et donc, aussi, des contribuables).

Les médicaments génériques sont identiques, en ce qui concerne leurs principes actifs, leur dosage, leur forme, leur sûreté et leur efficacité, aux médicaments originaux produits en exclusivité par les grands monopoles pharmaceutiques. La période d'exclusivité, qui démarre à partir du moment où le produit est mis en vente, est d'une dizaine d'années ; mais la protection du brevet de la molécule originale dure deux décennies. Ce n'est qu'à partir de ce moment-là que d'autres fabricants (souvent de pays du Sud comme le Brésil, l'Inde, Cuba, l'Argentine ou la Malaisie) ont alors le droit de produire des génériques dont le prix est d'environ 40% moins élevé. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et la plupart des gouvernements recommandent l'usage de médicaments génériques parce que, en raison de leur coût inférieur, ils favorisent l'accès équitable aux soins de santé des populations exposées à des maladies évitables [2].

L'objectif des grandes firmes pharmaceutiques consiste donc à retarder, par tous les moyens possibles, la date de péremption du brevet. Elles multiplient dans ce but le brevetage de compléments superflus de la molécule originale (un polymorphe, une forme cristalline, etc.) qui entraînent artificiellement le prolongement de leur contrôle sur le médicament et interdisent l'arrivée sur le marché des génériques équivalents.

Le marché mondial des médicaments représente quelque 700 milliards d'euros [3]. Une douzaine de groupes pharmaceutiques, dont les sept principaux qu'on surnomme "*Big Pharma*" - Bayer, GlaxoSmithKline (GSK), Merck, Novartis, Pfizer, Roche, Sanofi-Aventis -, contrôlent la moitié de ce marché. Leurs bénéfices sont supérieurs à ceux réalisés par les puissantes firmes du complexe militaro-industriel. Chaque euro investi dans la mise au point d'un médicament de marque, rapporté aux monopoles pharmaceutiques, coûte près de mille euros... [4] Et trois de ces groupes - GSK, Novartis, Sanofi - s'apprêtent à gagner des milliards d'euros supplémentaires au cours des prochains mois grâce aux ventes massives du vaccin contre le virus A(H1N1) de la nouvelle grippe.

Ces masses gigantesques de liquidités procurent aux *Big Pharma* une puissance financière absolument colossale. Qu'ils utilisent en particulier pour tenter de ruiner, au moyen de coûteux procès répétés, les modestes fabricants de génériques. Les innombrables *lobbies* leur solde harclent de surcroît, en permanence, l'Office européen des brevets (OEB), dont le siège est à Munich (Allemagne), dans le but de retarder le plus longtemps possible les autorisations d'entrée sur le marché des médicaments génériques. Ils lancent également des campagnes mensongères sur ces remèdes bioéquivalents pour tenter d'effrayer les patients. Résultat de toutes ces manœuvres, selon le récent *Rapport* de la Commission européenne : les citoyens ont dû attendre, en moyenne, un inutile délai de sept mois pour accéder aux génériques, ce qui s'est traduit par un surcoût de quelque trois milliards d'euros déboursés par les patients, et par une augmentation d'environ 20% des budgets des Systèmes publics de santé européens.

Mais l'offensive des firmes pharmaco-industrielles ne se limite pas à l'Europe. Elles se retrouvent également impliquées dans le coup d'État du 28 juin dernier contre le président Manuel Zelaya au Honduras, un pays qui importe tous ses médicaments fabriqués fondamentalement par les "*Big Pharma*". Le président renversé était en train de négocier - depuis l'entre-deux du Honduras, en août 2008, au sein de l'ALBA (Alliance bolivarienne des peuples d'Amérique) -, un accord commercial avec La Havane pour importer des génériques cubains et réduire ainsi les dépenses de fonctionnement des

Mafias pharmaceutiques

hpitaux publics du Honduras. Par ailleurs, lors du Sommet du 24 juin dernier, les prsidents de l'ALBA s'taient engagés "rviser la doctrine sur la proprié industrielle", soit, en d'autres termes, l'intangibilit des brevets en matire de mdicaments. Ces deux projets, qui menaiaient directement leurs intrts, ont conduit les firmes pharmaceutiques transnationales appuyer sans hsitation le mouvement putschiste qui a renvers le prsident Zelaya [5].

De son ct, le prsident des Etats-Unis, Barack Obama, engag dans une rforme du systme de sant qui laisse quelque 47 millions d'Amricains sans couverture sant, affronte lui aussi la colre du complexe pharmaco-industriel. Ici, les sommes en jeu sont dmentielles (les dpenses de sant reprsentent l'quivalent de 18% du PIB des Etats-Unis, soit environ 190 milliards d'euros...) et demeurent sous le contrle d'un puissant lobby d'intrts privs qui rassemble, outre les "Big Pharma", les grandes compagnies d'assurances et tout l'norme secteur des cliniques et des hpitaux privs. Aucun de ces acteurs n'accepte de perdre ses fabuleux privilges. C'est pourquoi, avec le soutien des mdias les plus conservateurs et la machine du Parti rpublicain, ce lobby dpense des dizaines de millions de dollars dans des campagnes de dsinformation et de calomnies pour tenter de faire capoter cette indispensable rforme de la sant.

C'est une bataille capitale. Et ce serait dramatique si les mafias pharmaceutiques l'emportaient. Car elles redoubleraient alors d'efforts pour attaquer, en Europe et dans le reste du monde, le dploiement des mdicaments gnriques et ruiner l'espoir de mettre sur pied des systmes de sant moins coteux et plus solidaires.

[1] <http://ec.europa.eu/comm/competition/sectors/pharmaceuticals/inquiry/index.html>

[2] Il convient de rappeler que 90% des dpenses de la grande industrie pharmaceutique pour mettre au point de nouvelles molcules sont consacrs soigner des "maladies de riches" dont souffre seulement 10% de la population mondiales.

[3] Selon l'agence Intercontinental Marketing Services (IMS) Health, 19 mars 2009.

[4] Cf. Carlos Machado, "La mafia farmaceutica. Peor el remedio que la enfermedad", 5 mars 2007 (www.ecoport.net/content/view/full/67184).

[5] Cf. *Observatorio Social Centroamericano*, 29 juin 2009.